

Rapport annuel d'avancement du Mouvement SUN, 2015

Nom du pays : BURUNDI

Rapport final : Auto-évaluation par la plate-forme nationale multi-acteurs

Avril 2015 à avril 2016

(Date de la réunion/évaluation : le 21 juin 2016)

Notes sur le contexte d'évaluation des progrès réalisés :

- 1) La période évaluée correspond à un moment délicat où le pays était dans la période des élections générales suivie par la mise en place des institutions ce qui a eu un impact sur les mise en œuvre de certaines activités ;
- 2) Le réseau des Donateurs n'a pas répondu à l'invitation pour l'auto évaluation des progrès du SUN au Burundi ;
- 3) Les réseaux des Organisations de la Société Civile et celui des Chercheurs ont été mis dans un même groupe lors de l'auto évaluation.

Les priorités qui s'imposent pour 2016 sont

- La redynamisation des Groupes Techniques de Travail-GTT de la plateforme Multisectorielle
- La finalisation du costing du plan stratégique multisectoriel de sécurité alimentaire et de nutrition 2014-2017 (PSMSAN 2014-2017)
- La cartographie des interventions et intervenants dans la sécurité alimentaire et nutritionnelle
- L'initiation de l'élaboration de la stratégie intégrée de communication pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle

Processus 1 : Rassembler les parties prenantes autour d'un espace d'action commun

N/A	0	1	2	3	4
Non applicable	Non initié	Initié	En cours	Presque terminé	Terminé
Marqueurs de progrès non applicables au contexte actuel	Rien en place	Planification initiée	Planification terminée et mise en œuvre initiée	Mise en œuvre terminée avec une opérationnalisation progressive des étapes des processus en cours	Pleinement opérationnelle / Objectif atteint / en cours avec le suivi continu

Processus 1 (Pr. 1) : Rassembler les parties prenantes autour d'un espace d'action commun Marqueurs de progrès (PM)	NOTE FINALE DE LA PLATE-FORME	Quelles sont les activités/interventions qui sous-tendent chaque notation ? Copier les commentaires rédigés pendant l'atelier)
PM 1. Choisir/développer des mécanismes de coordination au niveau des pays	3	-Certaines structures de la plateforme ne sont plus fonctionnelles depuis un certain temps notamment les Groupes Techniques de travail -le processus de mise en place des réseaux n'est pas achevé et ceux déjà lancés ne sont pas tous opérationnels (secteur privé par exemple)
PM 2. Mener la coordination en interne et élargir l'adhésion / s'engager avec d'autres parties prenantes d'influence plus étendue	2	-engagement insuffisant et manque d'implication au niveau communautaire, -le processus de décentralisation de la coordination aux niveaux provincial et communal non encore entamé
PM 3. S'engager au sein de / contribuer à la MSP	3	-Tous les réseaux ne sont pas opérationnels -Certaines activités n'ont pas encore été évaluées pour en connaître l'impact réel notamment les actions phares -Il n'y a pas encore d'établissement de liens entre les réseaux au niveau national et ceux du niveau international
PM 4. Suivre et faire des rapports sur sa propre contribution à la MSP	2	-les activités sont menées mais il subsiste un problème de reportage car les rapports périodiques narratif et financier ne sont pas partagés même si pendant les téléconférences SUN on donne l'état des lieux -le site web de la 2 ^{ème} Vice-Présidence n'est pas suffisamment alimenté en articles sur les activités de sécurité alimentaire et nutrition
PM 5. Soutenir l'impact de la MSP	3	-La volonté est remarquable et se traduit par la priorisation de la nutrition et la sécurité alimentaire à travers les différents documents stratégiques mais il faut passer à la mise en œuvre du PSMSAN (Plan Stratégique Multisectorielle de Sécurité Alimentaire et Nutrition)

Réseaux	Description / contribution clé du Réseau au Processus 1
Gouvernement	- L'engagement du Gouvernement est à reconnaître dans la lutte contre la malnutrition : intégration dans les documents stratégiques et la coordination est placée à un haut niveau
ONU	- Il est important d'analyser la prise en considération de la nutrition dans les plan d'action sectoriels
Donateur	-
Secteur privé	-
OSC	- La plateforme multisectorielle est bien structurée mais il est important d'assurer le suivi de ces structures

RÉSUMÉ GÉNÉRAL DES PROGRÈS POUR LE PROCESSUS 1 : Rassembler les parties prenantes autour d'un espace d'action commun (Pas plus de 600 mots)
(C'est-à-dire, réalisations globales / changements positifs / défis clés et suggestions d'amélioration / autres activités pertinentes dans le cadre des efforts nationaux de renforcement de la nutrition)

Globalement, ce processus a connu un grand défi suite à la situation socio-politique qu'a connu le Burundi au même moment que la même période évaluée. Cela s'est repercuté sur l'ajournement/décalage de la mise en œuvre de certaines activités mais aussi le non fonctionnement des GTT.

SUGGESTIONS :

- 1) Produire un rapport financier narratif des progrès et activités réalisés, les partager avec les partenaires et les postes sur le site web
- 2) Nécessité de vérifier l'intégration de la nutrition dans les plans d'action des ministères sectoriels autres que le Ministère de la Santé et celui de l'Agriculture et de l'Élevage.

Processus 2 : Cadre politique et juridique cohérent

N/A	0	1	2	3	4
Non applicable	Non initié	Initié	En cours	Presque terminé	Terminé
Marqueurs de progrès non applicables au contexte actuel	Rien en place	Planification initiée	Planification terminée et mise en œuvre initiée	Mise en œuvre terminée avec une opérationnalisation progressive des étapes des processus en cours	Pleinement opérationnelle / Objectif atteint / en cours avec le suivi continu

Processus 2 (Pr.2) : Cadre politique et juridique cohérent Marqueur de progrès (PM)	NOTE FINALE DE LA PLATE-FORME	Quelles sont les activités/interventions qui sous-tendent chaque notation ? Copier les commentaires rédigés pendant l'atelier)
PM 1. Analyser les politiques et programmes existants relatifs à la nutrition	3	-le cadre de réflexion existe mais il n'est pas encore très développé -Beaucoup d'efforts sont fournis en témoignent les documents suivants : le PSMSAN, la stratégie nationale de fortification, la politique nationale de la santé mais les enquêtes nutritionnelles ne sont pas régulières
PM 2. Intégrer la nutrition dans ses propres politiques et stratégies	3	Beaucoup d'efforts sont fournis en témoignent les documents suivants : le PSMSAN, la stratégie nationale de fortification des aliments, la politique nationale de la santé mais les enquêtes nutritionnelles ne sont pas régulières
PM 3. Coordonner / harmoniser les contributions des membres en matière d'élaboration du cadre politique / juridique	3	
PM 4. Influencer l'élaboration du cadre politique / juridique à travers le plaidoyer / contribution	2	-La plaidoirie est faite mais il reste encore à faire -Il faut redynamiser les GTTs, cadre d'excellence pour proposer des mesures concrètes
PM 5. Diffuser la politique et rendre opérationnel / appliquer le cadre juridique	2	Les documents validés ne sont partagés
PM 6. Suivre et rendre compte des résultats pour le pilotage et l'apprentissage / Maintenir l'impact des politiques	2	-Le rapportage n'est pas fait, il manque de plan de suivi – évaluation
Réseaux	Description / contribution clé du Réseau au Processus 1	
Gouvernement	- Des améliorations sont à faire et la mise en place du réseau des parlementaires devrait accélérer	
ONU	- Plusieurs documents stratégiques témoignent d'un cadre politique et juridique cohérent : le PSMSAN, la stratégie nationale de fortification des aliments, politique nationale de santé 2016-2025	
Donateur	-	
Secteur privé	-	
OSC	- Les interventions de certains acteurs sur terrain ne sont pas coordonnées.	
RÉSUMÉ GÉNÉRAL DES PROGRÈS POUR LE PROCESSUS 1 : Rassembler les parties prenantes autour d'un espace d'action commun (Pas plus de 600 mots) (C'est-à-dire, réalisations globales / changements positifs / défis clés et suggestions d'amélioration / autres activités pertinentes dans le cadre des efforts nationaux de renforcement de la nutrition)		

SUGGESTIONS :

- 1) Finaliser l'exercice de coosting et s'atteler au mapping des intervenants et interventions
- 2) Actualiser les documents existant au regard de l'analyse de la situation actuelle
- 3) Mettre à jour la fenêtre du Secrétariat sur le site web de la Deuxième Vice-Présidence et poster les nouveaux documents validés
- 4) Tirer profit de l'organisation territoriale et des différentes structures locales administratives pour diffuser les messages clés sous forme d'un paquet intégré au niveau communautaire
- 5) Elaborer un cadre de suivi évaluation
- 6) Intégrer dans les documents stratégiques le besoin de revoir le congé de maternité pour promouvoir l'allaitement exclusif

Processus 3 : Cadre de résultats commun pour le plan national de nutrition (programmation alignée)

N/A	0	1	2	3	4
Non applicable	Non initié	Initié	En cours	Presque terminé	Terminé
Marqueurs de progrès non applicables au contexte actuel	Rien en place	Planification initiée	Planification terminée et mise en œuvre initiée	Mise en œuvre terminée avec une opérationnalisation progressive des étapes des processus en cours	Pleinement opérationnelle / Objectif atteint / en cours avec le suivi continu

Processus 3 (Pr. 3) : Cadre de résultats commun pour le plan national de nutrition (programmation alignée) Marqueurs de progrès (PM)	NOTE FINALE DE LA PLATE-FORME	Quelles sont les activités/interventions qui sous-tendent chaque notation ? Copier les commentaires rédigés pendant l'atelier
PM 1. Harmoniser ses propres programmes avec les politiques nationales de nutrition pertinentes	2	L'alignement n'est pas une réalité chez tous les intervenants car des résistances persistent quant il est question de soumettre les rapports financiers et de choix des zones d'intervention
PM 2. Traduire le cadre politique / juridique dans le Cadre commun de résultats (CRF) pour SUN	2	Le cadre commun des résultats n'est pas encore disponible
PM 3. Organiser la mise en œuvre du Cadre commun de résultats (CRF)	1	Le niveau décentralisé accuse une faible capacité de mise en œuvre de la PSMSAN. La faible mobilisation de ressources est un véritable frein.
PM 4. Gérer la mise en œuvre du Cadre commun de résultats (CRF)	2	Le cadre commun des résultats n'est pas encore disponible
PM 5. Suivre et faire des rapports sur les résultats de la mise en œuvre pour le pilotage et l'apprentissage / évaluer pour soutenir l'impact	2	Le PSMSAN n'a pas encore de plan de suivi évaluation

Réseaux	Description / contribution clé du Réseau au Processus 3
Gouvernement	- Il est important d'harmoniser les approches utilisés par tous les intervenants en matière de suivi et évaluation
ONU	- Il est important d'examiner la pertinence et la cohérence de ce qui est fait par rapport à la situation actuelle.
Donateur	-
Secteur privé	-
OSC	-

RÉSUMÉ GÉNÉRAL DES PROGRÈS POUR LE PROCESSUS 3 : Rassembler les parties prenantes autour d'un espace d'action commun (Pas plus de 600 mots)
(C'est-à-dire, réalisations globales / changements positifs / défis clés et suggestions d'amélioration / autres activités pertinentes dans le cadre des efforts nationaux de renforcement de la nutrition)

Auto-évaluation 2015 par la Plate-forme nationale multi-acteurs

Le cadre commun des résultats n'a pas été élaboré, son élaboration permettra d'améliorer ce processus.

SUGGESTIONS :

1)Elaborer le cadre commun des résultats

Il faut renforcer les capacités des acteurs au niveau décentralisé

2) Prévoir l'évaluation mi parcours du Plan Multisectoriel de Sécurité Alimentaire et de Nutrition

3) Promouvoir un fonds commun sectoriel pour aider dans l'amélioration de l'alignement aux politiques et programmes nationaux

4) Mettre en place un plan de suivi budgétaire

5)Documenter et présenter les réalisations du Burundi dans les fora internationaux

Processus 4 : Suivi financier et mobilisation des ressources

N/A	0	1	2	3	4
Non applicable	Non initié	Initié	En cours	Presque terminé	Terminé
Marqueurs de progrès non applicables au contexte actuel	Rien en place	Planification initiée	Planification terminée et mise en œuvre initiée	Mise en œuvre terminée avec une opérationnalisation progressive des étapes des processus en cours	Pleinement opérationnelle / Objectif atteint / en cours avec le suivi continu

Processus 4 (Pr. 4.) : Suivi financier et mobilisation des ressources Marqueurs de progrès (PM)	NOTE FINALE DE LA PLATE-FORME	Quelles sont les activités/interventions qui sous-tendent chaque notation ? Copier les commentaires rédigés pendant l'atelier)
PM 1. Évaluer la faisabilité financière	1	-Difficile d'évaluer dans un contexte d'absence de costing du PSMSAN
PM 2. Suivre et faire une comptabilité transparente des dépenses	2	
PM 3. Mettre à niveau et harmoniser les ressources (y compris combler les lacunes)	2	-Il ya eu diminution des allocations budgétaires en faveur de la nutrition suite au contexte socio-politique du pays
PM 4. Respecter ses engagements (débloquent les financements promis)	1	
PM 5. Assurer la prévisibilité / soutenir l'impact / financement pluriannuel	1	

Réseaux	Description / contribution clé du Réseau au Processus 4
Gouvernement	- La mobilisation des ressources devient de plus en plus difficile d'autant plus que même les engagements faits par certains partenaires ne sont pas respectés.
ONU	- Une diminution des allocations budgétaires se fait remarquer. Il est important de mener un plaidoyer pour plus de ressources
Donateur	-
Secteur privé	-
OSC	- La période avril 2015 – avril 2016 étant marqué par une situation spécifique, il est difficile de pouvoir l'évaluer.
RÉSUMÉ GÉNÉRAL DES PROGRÈS POUR LE PROCESSUS 4 : Rassembler les parties prenantes autour d'un espace d'action commun (Pas plus de 600 mots) (C'est-à-dire, réalisations globales / changements positifs / défis clés et suggestions d'amélioration / autres activités pertinentes dans le cadre des efforts nationaux de renforcement de la nutrition)	
<p>Il n'y a pas eu beaucoup de réalisations avec ce processus.</p> <p>Le plan stratégique multisectoriel de sécurité alimentaire et de nutrition 2014-2017 (PSMSAN 2014-2017) est un document de référence dans la mise en œuvre des activités de sécurité alimentaires et nutritionnelles au Burundi. Depuis la finalisation de son élaboration, deux exercices de costing ont été réalisés avec l'appui des Partenaires Techniques et Financiers mais ces costing ont été jugés irréalistes (ne tenant pas compte des priorités), ne pouvant donc pas être utilisés pour la mobilisation des ressources. L'objectif visé est que les techniciens du Gouvernement, le réseau des organisations de la société civile, les agences du Système des Nations Unies, etc puissent aboutir à un consensus et une liste unique d'actions prioritaires pour le Burundi. C'est cette liste consensuelle qui servira de base pour revisiter et adapter le costing aux priorités retenues afin de parvenir à l'obtention du costing tenant compte des « Priorités nationales ».</p> <p>Le grand défi reste la non disponibilité du costing du Plan Stratégique multisectoriel de sécurité alimentaire et de nutrition, outil incontournable dans la mobilisation des ressources financières.</p> <p>SUGGESTIONS :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) Finaliser l'exercice du « costing » du Plan Stratégique Multisectoriel 2) Plaider pour la création d'une ligne budgétaire spécifique à la nutrition 	

Annexe 1 : Contacts de participants

N°	Titre	Nom	Organisation	Email	Téléphone (+257)	Le contact devrait-il être inclus dans la liste de diffusion SUN ?
1.	Mr	NSHIMIRIMANA Eric	Chef de Cabinet Adjoint du 2 ^e Vice-Président et Point Focal SUN	nsheric5@yahoo.fr	79 496 790	✓
2.	Mr	KAKULE Claude	PAM Burundi	claudekakule@wfp.org	71 449 183	
3.	Mr	MWIKOMO Boniface	Conseiller à la 2 ^e Vice-Présidence	mwikomoboniface@yahoo.fr	79 943 074	
4.	Ir	NZITUNGA Isaac	Conseiller au cabinet du Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage	isaac.nzitunga@gmail.com	69 365 809	✓
5.	Mme	KWIZERA Jocelyne	Conseiller au cabinet du Ministère des Postes, des Technologies de l'Information, de la Communication et des Médias	zerajocelyne@yahoo.fr	79 720 108	✓
6.	Mme	NKUNZIMANA Jeanne Francine	Directrice de l'Assainissement au Ministère de l'Eau, de l'environnement, de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme	njeannefrancine@yahoo.com	77 779 769	✓
7.	Mr	MPFUBUSA Jean Louis	Conseiller au cabinet du Ministère du Développement Communal	mpfubusajanlouis@yahoo.fr	79 907 764	✓
8.	Pr	NIYONGABO Aloys	Faculté de Médecine / Université du Burundi	alonyongabo@yahoo.fr	79 996 666	✓
9.	Mr	LOUM Serigne	PAM Burundi	Serigne.loum@wfp.org	79 718 070	✓
10.	Mr	NKESHIMANA Gaston	PAM Burundi	Gaston.Nkeshimana@wfp.org	79 988 323	✓
11.	Dr	NTAMBI John	UNICEF Burundi	jntambi@unicef.org	71 915 645	✓

12.	Dr	TOYI Isidore	FIDA Burundi	i.toyi@ifad.org	72 359 140	✓
13.	Dr	BAZA Dismas	OMS Burundi	bazad@who.int	79 960 825	✓
14.	Mr	MUGABARABONA Sylvestre	Croix Rouge Burundi	sylmugabo@gmail.com	79 939 705	✓
15.	BHND, MSW,MPH	NDABUMVIYUBUSA Calixte	World Vision International Burundi	Calixte_ndabumviyubusa@wvi.org	79 588 578	✓
16.	Ir	NKURUNZIZA Salvator	CatholicRelief Service Burundi	Salvator.nkurunziza@crs.org	79 930 170	✓
17.	Dr	NKURUNZIZA Jean Claude	Facilitateur National REACH	jeanclaudenkuru2012@gmail.com	77 877 777	✓
18.	Mme	UWITONZE Grace Fleur Francine	Assistante Technique	commentf2@yahoo.fr	79 475 376	✓

Annexe 2 : Priorites :

- (a) La redynamisation des Groupes Techniques de Travail-GTT de la plateforme Multisectorielle
- (b) La finalisation du costing du plan stratégique multisectoriel de sécurité alimentaire et de nutrition 2014-2017 (PSMSAN 2014-2017)
- (c) La cartographie des interventions et intervenants dans la sécurité alimentaire et nutritionnelle
- (d) L'initiation de l'élaboration de la stratégie intégrée de communication pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle

Pour ce qui est des ressources :

- les ressources humaines peuvent être disponibles pour les cas spécifiques de suivi des allocations budgétaires...)
- les ressources financières : la situation qui prévaut au Burundi, il n'est pas aisé de garantir la disponibilité des ressources financières. Le financement de la coordination multisectorielle des activités de sécurité alimentaire et nutritionnelle était attendu avec le 11^e FED mais on ne sait pas si cet appui pourra être octroyé.

Mobilisation sociale, plaidoyer et la communication	Coordination des mesures dans tous les secteurs, entre les parties prenantes, et entre les niveaux de gouvernement grâce à l'amélioration des capacités fonctionnelles	Gestion du cycle politique et budgétaire - de la planification : de la planification à la redevabilité pour les résultats	Renforcement des facteurs nutritionnels relatifs à l'équité
--	---	--	--

Indiquez vos priorités nationales pour 2016 - 2017 et si le soutien est disponible dans le pays:	Indiquez vos priorités nationales pour 2016 - 2017 et si le soutien est disponible dans le pays :	Indiquez vos priorités nationales pour 2016 - 2017 et si le soutien est disponible dans le pays:	Indiquez vos priorités nationales pour 2016 - 2017 et si le soutien est disponible dans le pays:
<ul style="list-style-type: none"> ✓✓ Engagement des parlementaires pour le plaidoyer législatif, le suivi budgétaire et la sensibilisation du public ✓ Engagement des médias pour influencer les décideurs, la redevabilité et la sensibilisation ✓ ✓ Développement, mise à jour ou mise en œuvre des stratégies multisectorielles de plaidoyer et de communication (d) 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Renforcement des compétences des acteurs clés, comme les membres de la plateforme multi-acteurs. Les compétences pourraient inclure la communication et la négociation, l'esprit d'équipe et le leadership, la planification et la coordination. ✓ Analyse / orientation pour les cadres institutionnels aux niveaux national et infranational, y compris la plateforme multisectorielle, les mécanismes de coordination, les groupes d'acteurs entre autres (a) 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Analyse de la situation nutritionnelle ✓ Cartographie des intervenants et des interventions de nutrition (c) ✓ ✓ Élaboration d'un cadre de suivi et d'évaluation ✓ Suivi des allocations budgétaires pour la nutrition/ ✓ ✓ Costing du plan stratégique/Financement des programmes sélectionnés (diligence raisonnable) (b) 	

2) Annexe 2 (questionnaire complémentaires) :

J'ai aussi reporté les réponses aux questions qui étaient déjà posées l'année dernière. Pouvez-vous svp compléter les autres ?

1	<p>Combien de fois votre plateforme multisectorielle et/ou ses organes associés se sont-ils réunis depuis la dernière auto-évaluation ? Veuillez fournir les détails de la réunion, le cas échéant, à savoir, les réunions des comités techniques, les réunions interministérielles, les réunions de groupes de travail, etc.</p>	<p>Le comité de Pilotage s'est déjà réuni à deux reprises. La première réunion était consacrée à la prise de contact (étant donné que la majorité des membres avait changé suite aux élections) et l'état des lieux de la coordination multisectorielle La 2^e avait comme principal objectif la planification des activités du premier semestre de 2016</p>
2	<p>Votre plateforme multisectorielle est-elle répliquée aux niveaux décentralisés ? Ou y a-t-il un mécanisme de coordination pour la nutrition au niveau sous-national ? (Oui/Non) Si oui, veuillez fournir des détails (composition, rôles, etc.) sur le mécanisme de coordination</p>	<p>Non, pas encore</p>
3	<p>Avez-vous organisé un événement de haut niveau depuis la dernière auto-évaluation ? (Oui/Non) Veuillez fournir des détails sur l'événement organisé (forum sur la nutrition, atelier pour les fonctionnaires de haut niveau, etc.)</p>	<p>OUI : Descente du comité de pilotage de la Plateforme Multisectorielle de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle-PMSAN au Projet conjoint (Gouvernement-4 agences du Système des Nations Unies) de lutte contre la malnutrition dans la Province de NGOZI</p>
4	<p>Envisagez-vous d'organiser un événement de haut niveau dans les prochains mois (avril 2016 -avril 2017) ? (Oui/Non) Si oui, veuillez fournir des détails sur l'événement qui sera organisé</p>	<p>OUI : 1) Lancement officiel de la production de la farine fortifié (comme un symbole de la mise en œuvre de la stratégie nationale de fortification des aliments) 2) Lancement officiel du comité technique de la PMSAN et redynamisation des 10 GTT</p>
5	<p>Avez-vous identifié des ambassadeurs de la nutrition dans votre pays ? (Oui/Non) Si oui, veuillez fournir des détails sur les contributions desdits ambassadeurs.</p>	<p>Pas encore</p>
6	<p>Les parlementaires de votre pays sont-ils engagés à travailler pour le renforcement de la nutrition dans votre pays ? (Oui/Non) Si oui, veuillez fournir des détails sur les contributions des parlementaires pour la nutrition.</p>	<p>Le réseau des parlementaires n'est pas encore formalisé, les activités de mise en place sont sur la phase de sensibilisation et une équipe restreinte (3 députés, 2 sénateurs et 2 Assistants de commission) a été mise en place pour l'élaboration des TDRs et étudier les contours de mise en place de ce réseau</p>
7	<p>Les journalistes sont-ils membres des médias impliqués dans le respect de la nutrition dans l'agenda de votre pays ? (Oui/Non) Si oui, veuillez fournir des détails sur les contributions des médias et des journalistes pour la nutrition.</p>	<p>NON, toutefois il est prévu un atelier de sensibilisation</p>
8	<p>Y a-t-il des conflits d'intérêt déclarés de l'intérieur ou l'extérieur de votre plateforme multisectorielle ? (Oui/Non)</p>	<p>Pas encore</p>

	Si oui, comment les conflits d'intérêts sont-ils gérés ?	
9	Avez-vous une politique / plan / stratégie de mobilisation sociale / plaidoyer et communication ? (Oui/Non) Si oui, veuillez joindre une copie du document	Non
10	Utilisez-vous le site Web SUN , sinon, quelles sont vos suggestions d'amélioration ?	Oui La page du Burundi sur le site Web du Mouvement SUN est plus ou moins satisfaisante (Ex : il est posté que « ... avec une lettre d'engagement de Pierre Mupira, deuxième Vice-président » : cela équivaut à dire qu'au moment de l'adhésion du Burundi, Mr Pierre MUPIRA qui a signé la lettre était le Deuxième Vice-Président alors qu'il l'a signé en tant que son Chef de Cabinet) Les indicateurs ne sont pas à jour (on espère que l'EDS 2015 dont les données seront collectées cette année pourra les concilier)
11	En vue de soutenir les besoins d'apprentissage , quels sont les moyens préférés pour : – accéder à l'information, aux expériences et conseils pour les parties prenantes dans le pays ? – mettre l'accent sur les échanges de pays à pays ?	Echange d'expérience Appui par des experts (selon les thématiques) pour animer les ateliers ou les formations spécifiques Ateliers de formation/conférences régionaux en plus des téléconférences trimestrielles des pays du mouvement SUN
12	Serait-il pertinent pour votre pays de réfléchir et échanger avec les pays SUN qui font face à une crise humanitaire / crise prolongée, ou qui sont dans un état de fragilité ?	OUI d'autant plus que le Burundi est un des pays ayant un taux élevé de malnutrition chronique
13	Quels critères pour le regroupement avec d'autres pays SUN avec lesquels vous partagez les défis / opportunités similaires seraient les plus utiles pour votre pays ? Des exemples de critères sont la fédération, les économies émergentes, la maturité dans le Mouvement SUN, le double fardeau de la malnutrition, etc. (pour des échanges potentiels sur mesure à partir de 2017)	1) Pays en voie de développement qui étaient confronté à la malnutrition élevée mais qui, avec l'approche du SUN, sont sur la bonne voie dans la lutte multisectorielle contre la malnutrition 2) Pays en voie de développement avec une maturité dans le SUN avec mise en œuvre d'une approche communautaire de lutte multisectorielle contre la malnutrition 3)